



Enseignant-chercheur contractuel en Droit public

La Rochelle Université recrute un enseignant-chercheur contractuel en Droit public, section CNU 02.

Fondement juridique du recrutement :

Article L. 954-3 du code de l'éducation

Conditions d'exercice :

Contrat à durée déterminée du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2027 renouvelable

Rémunération : environ 2400 € bruts mensuels, avant reprise éventuelle d'ancienneté

Condition de diplôme : Titulaire du Doctorat à la date de prise de fonctions

Environnement de travail :

Au sein d'un paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche profondément remodelé au cours de la dernière décennie, La Rochelle Université a fait le choix de spécialiser sa recherche autour d'un positionnement scientifique distinctif, en consacrant son potentiel scientifique et académique à des enjeux sociétaux et environnementaux. Cette orientation stratégique a conduit à la création de l'Institut Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI), opérationnel depuis le 1er septembre 2021. Regroupant l'ensemble des laboratoires, des doctorants et des programmes de masters, cet institut aspire à traiter les multiples problématiques scientifiques induites par l'anthropisation du littoral, en favorisant des approches décloisonnées et interdisciplinaires. Il développe une politique proactive d'innovation et de diffusion des résultats, tout en veillant aux fondements éthiques et l'intégrité scientifique des activités menées. La création de l'Institut LUDI s'inscrit dans un contexte encadré par deux projets structurants : d'une part, l'université européenne EU-CONEXUS, un réseau regroupant des universités européennes partenaires partageant une spécialité commune, et d'autre part, l'initiative CampusInnov, destinée à développer la culture de l'innovation tant dans la formation que dans la recherche.

Le poste est à pourvoir au sein de l'Institut du Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI) du laboratoire EOLE de l'Institut du Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI).

Présenter le laboratoire EOLE :

L'activité scientifique du laboratoire EOLE porte sur des thématiques au croisement des expertises de juristes (publicistes, privatistes et historiens du droit) et de gestionnaires.

Lien laboratoire : <https://www.univ-larochelle.fr/en/research-and-innovation/our-structures/research-units/>

Profil recherche¹ : R2, titulaire d'un doctorat, jeune chercheur

Activités d'enseignement

Le service d'enseignement concernera des enseignements en droit public, spécifiquement en droit fiscal et en finances publiques (L2), droit fiscal des affaires (M1), fiscalité locale (M2) mais également en droit public général (droit constitutionnel L1, Institutions administratives L1, Droit administratif L2). Le service orienté principalement vers les formations de Licence et de Master du Département de droit et de science politique pourra éventuellement être complété par des enseignements généralistes dispensés en Licence LEA (culture juridique, droit comparé).

Le service sera composé de cours magistraux et de travaux dirigés, et pourra être complété par l'encadrement de stages et d'alternants de L3, M1 ou M2.

La capacité à enseigner en anglais est souhaitée.

Mots-clés : Droit public – droit fiscal – droit des finances publiques

Direction du département d'enseignement : Droit et science politique ; Dorothee Simonneau : dorothee.gairesimonneau@univ-lr.fr

Activités de recherche :

Le candidat devra s'inscrire dans une dynamique de recherche en apportant une richesse disciplinaire tout en ayant une volonté d'ouverture et de décloisonnement, et une approche ouverte aux acteurs du monde socio-économique dans l'optique de contribuer au développement de l'innovation. Il devra démontrer sa capacité à s'intégrer à une culture de projet et à s'engager dans internationalisation de l'université au travers des actions à conduire en enseignement comme en recherche.

" Le/la candidat(e) sera rattaché(e) à l'unité de recherche DROIT ET MANAGEMENT EOLE (Environnement Organisation Législation). Il/elle contribuera au développement de la recherche en Droit dans une logique pluridisciplinaire et interdisciplinaire. Les travaux du/de la candidate devront s'inscrire dans l'un - au moins - des trois axes de recherche suivants : - Justice, Normes et Organisations - Numérique : usage des données et marché numérique - Gouvernance, Histoire, Environnement, Territoire".

Mots-clés : Droit public – droit fiscal – droit des finances publiques

Contact : Stéphanie Hourdeau, directrice-adjointe du laboratoire EOLE - stephanie.hourdeau@univ-lr.fr

ZRR (zone à régime restrictif)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
	Ce poste implique l'accès à une zone dont l'accès est soumis à autorisation du Président après avis du Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité (HFDS) du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur

¹ <https://euraxess.ec.europa.eu/europe/career-development/training-researchers/research-profiles-descriptors>

Contact pour information sur la procédure de recrutement :

Recrutement.enseignants@univ-lr.fr

Contact pour information sur le poste à pourvoir :

Elsa Kohlhauer: elsa.kohlhauer@univ-lr.fr – 05.46.45.85.48

Candidatures :

Chaque candidat·e doit constituer un dossier comprenant :

- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae détaillé
- Une copie du diplôme correspondant au profil demandé

Ce dossier est à déposer sur l'application DEMATEC dédiée à cet effet accessible en cliquant sur le lien figurant dans l'annonce mise en ligne sur le site web de La Rochelle Université (Référence du poste : ILUDI_ECC_02).

Date limite de candidature : 27/05/2026, 16 h (heure de Paris)

Prise de fonctions souhaitée : 01/09/2026

Junior temporary assistant professor

La Rochelle Université is recruiting a junior temporary assistant professor in public law – fiscal law – finance law, section CNU 02

Legal basis for recruitment :

Article L. 954-3 of education code

Conditions of employment :

Fixed-term contract from September 1, 2026 to august 31, 2027, renewable

Remuneration : approximately 2 400 € gross per month, before taking up seniority

Diploma requirement : PhD

Working environment :

In a higher education and research landscape that has been radically reshaped over the last decade, La Rochelle University has chosen to specialize its research around a distinctive scientific positioning, devoting its scientific and academic potential to societal and environmental issues. This strategic direction has led to the creation of the Smart Urban Coastal Sustainability Institute (In French Institut LUDI), which has been operational since 1st September 2021. Bringing together all the laboratories, doctoral students and masters programmes, this institute aims to address the many scientific issues raised by the anthropisation of the coastline, by promoting decompartmentalised and interdisciplinary approaches. It is developing a proactive policy of innovation and dissemination of results, while ensuring the ethical foundations and scientific integrity of the activities carried out. The creation of the Institut LUDI is part of a context framed by two structuring projects: on the one hand, the European university EU-CONEXUS, a network bringing together European partner universities sharing a common speciality, and on the other, the CampusInnov initiative, designed to develop a culture of innovation in both education and research.

The position is to be filled at LUDI Institute

Présenter le laboratoire :

The EOLE laboratory's research focuses on topics that lie at the intersection of expertise from legal scholars (specializing in public law, private law, and legal history) and managers.

<https://www.univ-larochelle.fr/en/research-and-innovation/research-at-the-university/linstitut-littoral-urbain-durable-intelligent/>

Research unit : <https://www.univ-larochelle.fr/en/research-and-innovation/our-structures/research-units/>

Research profile : R2², recognized researcher, PhD holder, not yet fully independant

² <https://euraxess.ec.europa.eu/europe/career-development/training-researchers/research-profiles-descriptors>

Teaching activities

The ability to teach in English is desirable

Keywords: public law – fiscal law – finance law

Research activities

The candidate will have to be part of a research dynamic thanks to his/her disciplinary expertise, while at the same time having a willingness to open up and decompartmentalise between disciplines. He/she will be open to building partnerships with socio-economic players in order to contribute to the development of innovation. He/she will have to demonstrate his/her ability to integrate into a project culture and to commit to the internationalisation of the university through the actions to be carried out in teaching and research.

Keywords: public law – fiscal law – finance law

Research contact : Stéphanie Hourdeau, directrice-adjointe du laboratoire EOLE - stephanie.hourdeau@univ-lr.fr

ZRR (restricted area)	<input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No This position involves access to an area subject to authorization by President after consultation with the senior defense and security official of the Ministry of Higher Education
------------------------------	--

Contact for information on the recruitment procedure :

À compléter par la DRRH

Applications :

The application file includes a **covering letter**, a **CV** and a **copy of the required diploma**.

This application should be submitted using the dedicated DEMATEC application, which can be accessed by clicking on the link in the advertisement posted on the La Rochelle Université website.

(Job reference : ILUDI_ECC_02).

Application deadline : may 27, 2026

Desired start date : September 01, 2026

Les obligations déontologiques de l'agent de la fonction publique

Les agents de la fonction publique exercent leurs fonctions dans le respect des obligations déontologiques : dignité, impartialité, intégrité, probité, neutralité, et laïcité.

1. Dignité, impartialité, intégrité et probité (Articles L. 121-1 et 2 du code général de la fonction publique)

L'agent de la fonction publique doit adopter un comportement exemplaire, dans et hors du service. Il doit éviter tout conflit d'intérêts et signaler toute situation douteuse à son référent déontologue.

2. Neutralité et laïcité

L'agent de la fonction publique doit être neutre et ne pas manifester ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques dans l'exercice de ses fonctions.

➡ Concrètement : les agents publics (fonctionnaires et contractuels) ne peuvent pas porter de signes religieux visibles (comme le voile islamique, la kippa, une croix, le turban, etc.) pendant leurs heures de service ou lorsqu'ils sont en contact avec le public.

3. Obéissance hiérarchique (Article L. 121-10 du code général de la fonction publique)

L'agent de la fonction publique doit exécuter les ordres de ses supérieurs sauf s'ils sont manifestement illégaux et de nature à compromettre un intérêt public.

4. Secret et discrétion professionnels (Articles L. 121-6 et 7 du code général de la fonction publique)

Interdiction de divulguer des informations confidentielles.

5. Obligation de réserve

Devoir de mesure dans l'expression publique, notamment sur les réseaux sociaux. L'agent de la fonction publique ne doit pas tenir de propos susceptibles de porter atteinte à la neutralité ou à la réputation du service public.

6. Loyauté et service

L'agent de la fonction publique doit être loyal envers l'administration, assidu et respecter la continuité du service public.

7. Sanctions en cas de manquement

Tout manquement à ces obligations peut entraîner des sanctions disciplinaires, voire des poursuites pénales en cas de manquement grave (ex : corruption ou atteinte à la neutralité).

Textes de référence

- Code général de la fonction publique, articles L121-1 à L124-8.
- [Charte de déontologie, d'intégrité scientifique et de médiation de La Rochelle Université](#)